

13 janvier 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DU 50ÈME ANNIVERSAIRE DU CONGRÈS DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉS.

Madame la ministre,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur le président de la Conférence des présidents d'universités, devenue e France Universités,
Mesdames et Messieurs les présidentes et présidents d'université,
Mesdames et Messieurs les directrices et directeurs,
Mesdames et Messieurs les enseignants-chercheurs,
Mesdames et Messieurs les représentants des étudiants,
Mesdames et Messieurs.

Monsieur le président, merci pour vos vœux et pour vos mots, je reviendrai sur beaucoup des points que vous venez de soulever à l'instant. Et à mon tour, je vous adresse, à vous, à vous tous, présidentes et présidents d'universités, directrices et directeurs d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche, et à toutes et tous présents à travers les écrans dans amphithéâtre, mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Mes vœux de bonne santé et de réussite pour vous-même, comme pour vos proches, vos institutions, vos travaux et l'ensemble des étudiantes et des étudiants. Puisse cette année 2022 être un grand cru, si je puis dire, pour le Bordelais que vous êtes, pour les avancées intellectuelles et les découvertes scientifiques.

Je veux, avant de commencer, peut-être tout de suite dire un mot sur lequel vous avez fini votre propos, président. En effet, nous avons appris hier que Fariba ADELKHAH, à nouveau, avait été emprisonnée. Nous nous sommes battus pendant de longs mois pour sa libération, l'obtention de conditions plus acceptables et les autorités iraniennes ont décidé à nouveau, de l'incarcérer. Je veux ici dire que cette incarcération ne repose sur absolument aucun élément. Il s'agit bien d'une prisonnière scientifique. Son emprisonnement est totalement arbitraire. Je sais que ses proches, ses collègues et au-delà, le monde universitaire se mobilise déjà. La France tout entière est mobilisée pour obtenir sa libération. C'est le signe de ce que la recherche libre représente comme menace quand l'obscurantisme se répand. Et je voulais vous dire que nous sommes pleinement mobilisés à ses côtés, aux côtés de ses proches et de tous les scientifiques.

Président, c'est la seconde fois que j'ai la chance d'être parmi vous. Et je suis heureux de revenir cette année à l'occasion du 50ème anniversaire de votre conférence et je dois dire : que de chemin parcouru en un demi-siècle ! Vous en avez rappelé les grands jalons, monsieur le président, au croisement de l'histoire intellectuelle, scientifique, politique et sociale de notre pays. Son nouveau nom, France Universités, correspond d'ailleurs à un nouvel élan qui réaffirme le rôle que vous avez toujours joué comme partenaire essentiel des pouvoirs publics, mais avec une ambition plus grande que jamais d'être force de proposition, vous venez de le montrer, de transformations plus vives encore pour l'enseignement supérieur et la recherche en France. Vous êtes, oui, un partenaire essentiel des pouvoirs publics. J'ai pu le mesurer pleinement depuis deux ans que notre pays est plongé dans une épidémie mondiale sans précédent.

Alors, je voulais d'abord revenir sur les réformes conduites et ces années d'épidémie. Nous le savons, la communauté universitaire en général et les étudiants en particulier ont été frappés de plein fouet par les effets directs ou indirects de cette crise. Les contraintes qui ont touché leur vie sociale, la difficulté d'apprendre par écrans interposés, la précarité, l'isolement, la solitude, les difficultés d'organisation des examens, les troubles psychologiques, etc., etc. Alors, côte à côte, avec madame la ministre Frédérique VIDAL et vous, les présidentes et présidents d'universités, de grandes écoles, mais aussi avec les associations d'étudiants, le CNOUS, les CROUS et tous vos partenaires, avec également les collectivités territoriales comme les associations, nous avons bâti des dispositifs inédits pour affronter cette tempête. Des stands de vaccination sur les campus, le gel des droits de scolarité et des loyers des résidences en CROUS, des aides financières exceptionnelles pour les étudiants précaires qui pouvaient aller jusqu'à 5 200 euros, les repas à 1 euro que

nous avons généralisés en janvier 2021 et que nous maintenons depuis la rentrée de septembre pour les étudiants boursiers et les étudiants précaires, l'accompagnement psychologique via le chèque psy qui fut une innovation et qui a d'ailleurs permis d'initier une dynamique plus profonde sur la base de vos propositions, l'embauche de 14 000 référents étudiants effectifs dans les CROUS, l'ouverture de 20 000 postes de tuteurs que nous avons reconduits pour cette année universitaire ou encore une indemnité inflation dont les étudiants ont été les premiers à bénéficier. Pendant la crise, tous ensemble, nous avons su inventer ou réinventer des dispositifs d'urgence en assurant les formations autrement grâce aussi à une myriade d'innovations pédagogiques et d'appui à l'enseignement numérique que je veux vraiment ici saluer et qui doivent continuer de nous inspirer pour la suite. Le Premier ministre l'a rappelé quand il est venu à votre rencontre, le 16 décembre dernier. Tous ces filets de sécurité, de solidarité, de continuité pédagogique, nous les avons déployés ensemble. Aussi, je tiens à vous remercier du fond du cœur pour cet engagement sans faille ni relâche au service de nos étudiants de leur avenir, tout simplement de notre avenir.

En plein cœur d'une épidémie mondiale comme nous n'en avons pas connue depuis un siècle, dans un monde qui n'a jamais été aussi peuplé, dans un monde où les inégalités au sein de nos sociétés comme au travers de la planète n'ont jamais été aussi grandes, sur une planète qui n'a jamais été aussi fragile et dont nous avons mesuré à nouveau durant cette crise et à travers la crise climatique la vulnérabilité, dans des sociétés qui, d'un point de vue technologique et oserais-je dire anthropologique, n'ont jamais évolué aussi vite, pour le meilleur et parfois pour le pire, nous avons aujourd'hui plus que jamais besoin de science, de lettres, de savoir, d'humanités, d'interdisciplinarité. Et c'est à vous, celles et ceux qui se mettent en quête des faits, du vrai, qui consolident le savoir acquis et mènent ce travail, qui assument sa part de doute à travers l'œuvre de recherche, ceux qui lisent, qui expérimentent, qui découvrent et qui transmettent : c'est à vous qu'il revient en bonne part d'éclairer le monde tel qu'il va. Et donc, cette pandémie a frappé de plein fouet notre monde universitaire. Nous avons résisté tous ensemble, mais l'enseignement, l'enseignement supérieur, la recherche, les fonctions de découverte et de transmission qui sont au cœur de vos missions, compte tenu des défis qui sont ceux de la planète et de nos sociétés, n'ont jamais été aussi importantes. Cette mission est d'autant plus décisive à l'heure où la rationalité et l'autorité scientifique traversent une zone de turbulence. Pour recréer du consensus, notre époque a besoin d'objectivité, de repères solides et étayés, et je veux le dire ici avec beaucoup de force : défendre nos universités, c'est défendre aussi une autorité scientifique et académique sans laquelle il n'y a ni savoir ni transmission du savoir ni recherche ; et des sociétés démocratiques comme la nôtre qui ont la passion de l'égalité que nous partageons toutes et tous doivent néanmoins défendre à nouveau les justes hiérarchies qu'il doit y avoir dans nos sociétés sans lesquelles tout se dissout. Et si nos sociétés se mettent dans des situations où l'on conteste à tout-va l'autorité académique et scientifique, alors on construit le lit d'une part, d'un relativisme qui rend quasi impossible l'élaboration d'une vérité scientifique, mais aussi d'un débat éclairé, démocratique, et on nourrit ce faisant les conditions du complotisme, c'est-à-dire de la dissolution d'un esprit public.

Je le dis donc avec beaucoup de force, les universités sont à mes yeux des lieux où l'autorité académique se construit parce que, comme disait l'un de mes maîtres, certains ont lu plus de livres et par la reconnaissance de leurs pairs, de leurs travaux dans des conditions scientifiquement établies, ont été reconnus comme sachants, pouvant transmettre, pouvant conduire des recherches et que ces recherches et leurs résultats, jugés par leurs pairs dans des conditions objectives et connues, consolident ces éléments comme étant une vérité, un élément de vérité, des faits reconnus, contestables, dans des conditions transparentes, mais ouverts à la discussion et au débat scientifique. Ce cadre ainsi éclairé est un trésor. Ne laissons personne le remettre en question. La Commission Bronner l'a souligné, votre contribution est indispensable à l'intelligence collective et doit nous aider à réinjecter, si je puis m'exprimer ainsi, de la raison dans le débat public. La commission Bronner, en effet, présidée par l'un de vos éminents collègues, visant à bâtir, à reconstruire ou refonder les Lumières à l'ère numérique, pose justement quelques-uns de ces jalons sur lesquels je viens de revenir. Oui, les universités qui sont nos hauts-lieux de formation, de recherche, de diffusion des connaissances ont un rôle essentiel à jouer non seulement pour poser les grandes questions du siècle, mais pour y répondre.

Cela passe d'abord par votre mission principielle et principale, la formation de notre jeunesse. Vous l'avez rappelé, cher président, à l'instant. Vos établissements, on le sait, accueillent et forment de plus en plus d'étudiants chaque année. La vague démographique était attendue depuis plus d'une décennie, ce qui n'a pas empêché qu'elle soit relativement mal anticipée pour être honnête, comme le montre la baisse de la dépense par étudiant depuis un peu plus d'une décennie. Nous avons donc tous ensemble œuvré pour nous organiser et répondre à ce défi et pour vous aider à faire face à cet afflux, nous vous avons accompagnés dès le début du quinquennat au travers de la Loi d'Orientation et de Réussite des Étudiants, puis dans le cadre de différents plans comme le plan France Relance et par la création de places supplémentaires. 84 000 places au total sur 5 ans. Nous en avons ouvert 10 000 supplémentaires en 2020. Nous en avons ouvert encore plus à la rentrée 2021, avec 20 000 nouvelles places, avec des efforts d'ailleurs inédits dans certaines filières, comme en médecine, pharmacie, odontologie et quelques autres où nous avons ouvert 18 % de places en plus cette rentrée 2021, ce qui est du jamais vu depuis 50 ans. Notre accompagnement s'est aussi matérialisé par des aides à la rénovation énergétique de vos locaux, qui était indispensable, à hauteur d'un 1,3 milliard d'euros. Avec cette aide, cette action du Gouvernement, vous avez ainsi réussi à redonner de la visibilité, de l'attractivité à vos établissements à l'international. Plusieurs établissements ici présents sont entrés dans le classement de

Shanghai grâce à des choix forts, des moyens financiers accrus. Plusieurs autres ont fait des bonds de géant et je pense en particulier à l'Université Paris-Saclay, qui s'est directement hissée à la treizième place cette année, mais aussi à beaucoup d'autres ici présents.

Plus récemment, nous avons aussi poursuivi la politique de renforcement des sites universitaires en reconnaissant, dans l'esprit d'ailleurs, que vous venez de décliner à l'instant, leur diversité et leur excellence. 800 millions d'euros ont ainsi été alloués pour renforcer une quinzaine de nos sites universitaires de toute taille.

Surtout, nous avons fait de la recherche une priorité nationale. Une priorité qui a été gravée non seulement dans les esprits mais dans la loi et je veux remercier la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de l'Innovation qui a préparé ce texte avec vous et avec beaucoup de vos collègues et qui l'a porté. Depuis 10 ans, le budget qui lui était dévolu était bien en deçà de l'objectif des 3 % de notre produit intérieur brut que nous nous étions fixés avec la stratégie de Lisbonne. La Loi de programmation de la recherche marque donc un rattrapage et une avancée historique en allouant 25 milliards d'euros supplémentaires sur 10 ans à notre recherche. C'est un engagement sans précédent, c'est un engagement qui vient commencer à rattraper un sous-investissement chronique depuis trop longtemps. Avec des revalorisations salariales majeures, des revenus d'entrée de carrière qui ne pourront pas descendre en dessous de deux SMIC, des nouveaux dispositifs, en particulier, les chaires de professeurs juniors et le renforcement tant attendu de notre Agence nationale de recherche. Cette loi a mis en place des investissements qui étaient importants en termes de modernisation et créé des dispositifs nouveaux, indispensables dans un monde comme vous l'avez dit, où en quelque sorte, le théâtre de la compétition est international et la bataille pour former, conserver et attirer les talents, est de plus en plus difficile à mener. Et donc, il faut bien nous doter d'instruments et de dispositifs qui sont adaptés dans cette compétition.

À ces moyens sans précédents, s'ajoutent les engagements pluriannuels des programmes d'investissements d'avenir et, plus récemment, de France 2030. Nous avons identifié les domaines dans lesquels nous pouvons être en tête dans quelques années, mais aussi ceux que nous n'avons pas le droit d'abandonner et sur lesquels il nous faut miser pour leur caractère stratégique à long terme. En tout, ce sont près de 50 milliards d'euros qui vont venir irriguer la recherche française dans les prochaines années. Ces investissements ciblés dans des domaines stratégiques sont déterminants pour notre sécurité, notre souveraineté intellectuelle, académique, industrielle, énergétique, militaire et sanitaire. C'est un choix fort et neuf, c'est une volonté politique et nous avons tenu à ce que les universités y soient pleinement associées, y compris dans le cadre des programmes et équipements prioritaires de recherche. Ce sont des investissements dans lesquels, à chaque fois, j'ai tenu à ce que nous soyons vigilants sur ce continuum que vous avez rappelé, recherche fondamentale et recherche finalisée ou recherche technologique. C'est pourquoi aussi dans la loi pluriannuelle, il y a cette volonté de renforcer, consolider le financement de notre recherche fondamentale.

Cette même dynamique est complétée par notre ambition au niveau européen, avec plusieurs projets européens qui sont financés sur la base du plan de relance que nous avons bâti par l'alliance franco-allemande et consolidée en juillet 2020 dans le cadre du plan de relance européen qui permet à la Commission européenne de porter des nouveaux projets essentiels pour notre recherche, là aussi fondamentale et technologique, et de nouveaux grands programmes industriels. Nous ferons lors du sommet informel du mois de mars sous présidence française, une synthèse, si je puis dire, et de nouvelles annonces sur l'ensemble de ces sujets. Mais la crise souligne tous les jours combien l'innovation est salutaire, sinon vitale pour mieux vivre, offrir à une nation et à un continent, parfois au monde entier, des solutions aux problèmes et défis que nous rencontrons. Et donc, nous voyons combien l'ensemble de ces investissements et de cette politique était indispensable. Tout cela s'appuie sur le travail que vous avez conduit, vous venez de le rappeler, pour faire de nos lieux de recherche et de nos lieux d'enseignement des lieux où nous avons continué de décroquer pour favoriser les synergies, les complémentarités, entre recherches technologiques et innovations techniques, entre recherche et enseignement, entre recherche et pratique, et je sais combien vous tenez comme moi, au modèle de nos centres hospitalo-universitaires aussi, que je veux évoquer aujourd'hui avec vous. Et je m'en félicite, car il s'agit à chaque fois de savoir aussi, en quelque sorte, conjurer parfois notre histoire et ce modèle français. Vous rappelez mes propos d'il y a quelques mois. Oui, je crois que la clé pour l'avenir est de savoir faire de nos universités et de ces grands sites universitaires et de recherche, ces lieux où nous allons réconcilier recherche fondamentale, recherche technologique, enseignement supérieur, formation de nos étudiants sortants juste du baccalauréat jusqu'au post-doc. Et lieux aussi, de créations de startups, d'innovations technologiques, ou de pratique et de recherche clinique. Car c'est dans la capacité à faire dialoguer ces espaces et à les faire collaborer que nous améliorons nos pratiques, que nous améliorons notre recherche, que nous créons parfois aussi les grandes ruptures au sein de la recherche et que nous favorisons le cadre d'enseignement. Nous avons tous ensemble beaucoup œuvré depuis 2017 pour améliorer ce cadre, réinvestir.

Nous voyons les premières traces collectivement de ces améliorations. J'évoquais les classements de Shanghai à l'instant. Je pourrais aussi évoquer les formidables résultats que nous avons obtenus encore très récemment avec les lauréats, justement pour nos startings ERC, où la France est passée de la quatrième à la deuxième

place, ce qui montre d'ailleurs la vitalité de cet écosystème que nous sommes en train collectivement de refonder. Nous avons 53 projets contre 57 pour l'Allemagne. Nous nous progressons de manière très rapide et je veux d'ailleurs féliciter aussi la quasi-parité de ces projets puisqu'ils sont à 43 % portés par des femmes. Tout cela, donc, c'est une avancée inédite. Plus de moyens et nous irons encore plus loin : des réorganisations profondes, des innovations organisationnelles et une ambition repensée et assumée. Pourtant, si je puis dire, nous avons eu le vent de face, car il nous a fallu affronter la hausse démographique sans précédent qui nous a demandé encore plus de moyens, et la pandémie. Néanmoins, tous ensemble, nous avons réussi à faire de notre jeunesse une priorité claire avec ces premiers résultats et également à faire de notre jeunesse et de nos étudiants une priorité.

Et pour terminer sur le bilan, je veux insister sur ce point. D'abord en améliorant les outils d'orientation. Je rappelle qu'avec en particulier tout ce que la loi que j'évoquais tout à l'heure a permis d'améliorer, nous avons réussi à rebâtir un système d'orientation pour nos lycéens, avec des taux de satisfaction et de réponse qui sont incomparables avec ce qu'il y avait pour moins de bacheliers au début du quinquennat et avec Parcoursup, quelque chose de plus lisible et dont les résultats sont plus performants. En améliorant aussi notre apprentissage, nous sommes passés d'un résultat chronique entre 250 000 et 300 000 contrats d'apprentissage par an à plus de 700 000 à la fin de l'année dernière, en pleine année de crise. Et nous devons continuer, y compris au sein de notre enseignement supérieur, de développer massivement l'apprentissage, qui permet d'ailleurs de réduire la séparation qu'il peut parfois y avoir entre l'enseignement supérieur et le monde du travail.

Nous avons aussi œuvré ensemble pour améliorer la santé des étudiants qui était une préoccupation constante. Ainsi, la protection sociale des étudiants est désormais prise en charge par la Sécurité sociale. Le cautionnement a été étendu à l'ensemble des étudiants, sans condition de ressources et sans caution parentale. Et nous avons encore facilité les conditions d'études avec, par exemple, un plus grand nombre de places et une plus grande amplitude horaire des bibliothèques universitaires. Toutefois, il y a beaucoup de choses qui sont encore à améliorer. J'évoquais l'orientation. Je partage complètement ce que vous avez dit. Je pense qu'il nous faut repenser totalement le lien entre le lycée et l'université et il nous faut être beaucoup plus ambitieux en termes d'orientation de nos collégiens et de nos lycéens. J'y reviendrai dans un instant.

Et je dois regarder là aussi les chiffres en face. Nous ne sommes pas au rendez-vous des engagements que nous avons pris en matière de logement étudiant. Nous avons une volonté d'avoir 60 000 logements étudiants publics. Nous en avons fait environ 34 000. Il y a eu plusieurs dizaines de milliers de logements privés. Mais si nous voulons répondre à ce problème de précarité étudiante qui est là encore aujourd'hui, la question du logement étudiant doit appeler des réponses encore plus massives que celles que nous avons réussies à mettre en place.

Et donc, je le reconnais sans ambages, nous avons commencé sur beaucoup de sujets à colmater les brèches, à reconsidérer. Nous avons commencé à rattraper, mais nous avons devant nous d'immenses défis. Nous en avons posé les jalons, nous en partageons les ambitions et je veux ici essayer de consolider quelques-unes des perspectives auxquelles je crois. Il nous faut en effet redoubler d'effort pour qu'à l'horizon de 10 ans, notre université soit plus forte, qu'elle attire à elle les meilleurs étudiants et talents internationaux. Mais surtout que nous formions les meilleurs talents du monde et que nous les gardions en leur donnant des perspectives dans le monde académique et de la recherche, dans nos entreprises ou notre secteur public. Faire pleinement de la France une avant-garde de la recherche, de l'excellence, du savoir.

Il faut bien le dire, en France nous avons construit et nous avons trop longtemps accepté un modèle à plusieurs vitesses, avec d'ailleurs une forme là aussi de dogme qui s'était installé. Philippe d'Iribarne avait cette formule d'une forme de « aristocratie égalitariste » qui correspond exactement à ce que vous avez rappelé tout à l'heure. Les grandes écoles et organismes de recherche étaient supposés s'occuper de l'excellence et de la formation des élites, et les universités de la démocratisation de l'enseignement supérieur et de la gestion des masses. Ce système est révolu. Il est révolu d'abord parce qu'il ne correspond pas à la compétition internationale, parce que sa forme-même crée des barrières, des segmentations qui sont inefficaces. Et c'est d'ailleurs ce que nous avons commencé à lever tous ensemble. Demain, ce sont nos universités qui doivent être les piliers de l'excellence, le centre de gravité pour la recherche comme pour la formation. Et d'ailleurs c'est ce que vous avez fait avec les grands sites universitaires ces dernières années. C'est ce qui, à partir des Idex et de toute cette tendance, cette dernière décennie, a été lancée, c'est ce que nous avons commencé à consolider, qui a, sur le terrain, dans la vraie vie, cassé beaucoup des barrières qui pouvaient exister. Mais on doit parachever ce mouvement. C'est d'ailleurs exactement ce même sens de l'histoire que j'ai voulu aussi pour la formation de notre haute fonction publique, en souhaitant que les universités jouent un rôle accru au sein de l'Institut national du service public qui, à partir du 1er janvier de cette année, a remplacé l'ENA, dans un monde en mutation où la formation de notre fonction publique doit être ancrée dans le monde universitaire, le monde de la recherche, et participer à ces grandes transformations. C'est ainsi que la recherche et les universités françaises retrouveront toutes leurs couleurs. Mais au-delà des bases posées, nous devons lancer une nouvelle politique d'investissement dans l'enseignement supérieur et la recherche pour les 10 ans qui viennent. Je l'ai dit en présentant France 2030. Vous avez rappelé mes propos, je ne vais donc pas y revenir. Et donc au-delà du rattrapage, nous avons besoin ensemble d'avoir une nouvelle politique d'investissement pour pleinement projeter nos universités dans la compétition scientifique du XXIème siècle.

Mais les moyens financiers, s'ils sont nécessaires, ne se suffisent pas à eux-mêmes. Je veux citer quelques exemples pour montrer et illustrer cet argument. Nous avons injecté un milliard d'euros de moyens en plus dans le premier cycle depuis 2017 et créé donc plus de 84 000 places dans nos universités et permis à 29 000 étudiants de bénéficier d'un parcours personnalisé pour les aider à réussir en première année de licence. Formidable. Et pourtant, 50% des étudiants seulement se présentent aux examens de première année. Nous devons regarder cette réalité en face, ce qui montre bien que nous avons un problème, malgré tout cet investissement, ces améliorations, d'orientation et de choix, en tout cas de la première année universitaire. Et je parle juste de présentation aux examens. C'est intolérable pour nous tous parce que c'est un formidable gâchis. C'est un gâchis pour toutes celles et ceux qui ont suivi, prodigué les cours pour ces étudiants, c'est un gâchis aussi parce que ça veut dire qu'on a refusé des accès à d'autres étudiants dont c'était parfois le premier choix. Autre exemple : nous avons revalorisé les bourses sur critères sociaux pendant trois années consécutives pour préserver le pouvoir d'achat des boursiers. Nous sommes dans un pays, et c'est une fierté, où 1 étudiant sur 3 est boursier et a pu en bénéficier. Et pourtant, nous n'avons jamais vu autant de précarité étudiante. Nous voyons donc bien qu'au-delà de la question des moyens, nous avons une question structurelle et on ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants, où un tiers des étudiants sont boursiers et où, pourtant, nous avons tant de précarité étudiante et une difficulté à financer un modèle qui est beaucoup plus financé sur l'argent public que partout dans le monde pour répondre à la compétition internationale. Je dis les choses avec la clarté et la franchise que vous me connaissez parce que si nous ne réglons pas ces problèmes structurels, nous nous mentirons à nous-mêmes.

Et donc nous avons besoin d'un profond changement d'approche, d'une transformation systémique de nos universités, de notre organisation. C'est pourquoi, à côté de l'augmentation significative du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche que j'ai assumée, portée et que nous avons assumée pour l'avenir, l'État devra passer avec les universités de véritables contrats d'objectifs et de moyens pluriannuels, gages de clarté, d'efficacité, de performance, et bâtir le cadre, exactement comme vous l'avez dit, d'une nouvelle étape de l'autonomie, de notre conception, de notre organisation.

D'abord, les universités ne devront plus seulement garantir l'accueil des étudiants dans une formation, mais garantir l'orientation des jeunes vers l'emploi. Et ça, c'est quelque chose que la nation tout entière doit construire, c'est frappé au coin du bon sens. L'université doit d'abord préparer nos jeunes à exercer leur futur métier. Elle doit leur donner des savoirs, des compétences qui ouvrent les portes de l'emploi, qu'il s'agisse de l'enseignement, de l'enseignement supérieur, de la recherche, mais d'emplois aussi industriels, technologiques, de service ou autres. En somme, elle doit devenir plus efficacement professionnalisante car on ne peut pas se satisfaire de l'échec de nos étudiants dans les premiers cycles, ni du taux de chômage trop élevé des jeunes qui sortent de certaines filières universitaires. Pour vous y aider, nous devons poursuivre le travail d'amélioration de l'orientation qu'a initié ParcoursSup.

Parcoursup, je le dis ici avec aussi beaucoup de gratitude pour celles et ceux qui ont porté ce projet, quand on avait le système APB, rappelez-vous, il y avait moins d'étudiants, c'était beaucoup plus compliqué, ça marchait beaucoup moins bien. Donc, formidable réussite. Merci à ceux qui l'ont pensé et fait. Néanmoins, je ne considère pas que nous ayons fini, traité complètement le sujet avec Parcoursup. Il y a encore un travail de clarification, d'orientation de terrain, de simplification qui doit être mené. On a vu toutes les difficultés dans certaines filières, donc on a beaucoup de sujets à la fois dans certains territoires ou dans certaines filières qu'il nous faut améliorer. Mais surtout, on doit commencer ce travail d'orientation avant et donc nous devons investir aussi dans un travail d'orientation dès le collège, repenser profondément l'orientation de nos adolescents et de nos jeunes pour que ce ne soit pas un choix soudain où on laisse parfois des familles bien démunies quand il s'agit de rentrer dans l'application et d'apporter ses choix.

Là-dessus, nous aurons besoin de nos universités, comme d'ailleurs du monde de l'entreprise dans nos collèges et dans nos lycées pour améliorer notre organisation et investir sur ce sujet.

Mais nous devons aussi investir davantage là où les besoins de compétences actuels et futurs de notre pays sont les plus importants en assumant que la logique aussi de l'offre prenne le pas sur la logique de la demande. L'orientation doit évoluer pour mieux répondre aux besoins des métiers de la nation et pour donner toutes leurs chances d'insertion aux étudiants. C'est un travail d'orientation, mais aussi un travail où nous devons assumer ensemble de penser en quelque sorte la gestion des compétences dont la nation a besoin à 5 ans, à 10 ans, et de penser l'ouverture des filières, de l'investissement dans l'enseignement supérieur à la lumière de cette gestion des talents et des compétences dont nous avons besoin. Parce que quand on ouvre des filières qui correspondent certes aux demandes d'inscription ou à la structure de notre offre éducative, mais qu'il n'y a pas derrière des perspectives, nous conduisons un investissement, en l'espèce, à perte, parce que nous formons pendant plusieurs années des jeunes qui n'auront pas de perspectives. Et nous plaçons des jeunes et des familles dans des situations intolérables où, quoi qu'étant diplômés, ils se retrouvent confrontés à des situations où il n'y a pas d'emplois, il n'y a pas d'offres d'emploi et à côté de ça, dans de nombreux territoires, dans de nombreux secteurs, nous nous retrouvons confrontés à des situations largement prévisibles où des filières sont créatrices d'emplois, le seront dans 5 ans, dans 10 ans, mais où nous n'avons pas collectivement organisé des formations.

Il nous faudra donc aussi ouvrir plus de places dans certaines filières, notamment des filières courtes et professionnalisantes en apprentissage ou en alternance, ne serait-ce que pour éviter que les titulaires de bac pro en soient refoulés et échouent parfois dans des filières générales, d'autant que ces filières offrent à bien des talents la possibilité de s'épanouir et à bien des ambitions d'excellence de se réaliser. Il suffit de comparer d'ailleurs la France et l'Allemagne pour voir l'intérêt de ce modèle. Nous devons viser une professionnalisation, notre formation universitaire et l'insertion de nos 2,7 millions d'étudiants sur le marché de l'emploi est à ce prix. L'universalité de l'accès à l'emploi doit donc être notre objectif. Pas un jeune ne doit sortir du système éducatif sans une formation qui ne lui donne les clés pour accéder au marché du travail.

Au-delà de la formation initiale de nos étudiants, il est aussi crucial que les universités puissent faire face aux nouveaux défis du travail en accompagnant l'évolution des parcours professionnels tout au long de la vie. Je me souviens très bien, il y a un peu plus de 5 ans, j'étais devant vous dans une autre condition et j'évoquais déjà ce point. J'y crois très profondément. Nous avons commencé à le faire ensemble, mais je pense que nous ne sommes qu'au début, au début de cette grande transformation pour notre pays et nos universités. Nous avons, je crois, tous ensemble formidablement réussi la réforme de l'apprentissage et de l'alternance dans notre pays avec des résultats incomparables. Nous devons aller plus loin et les universités ont un rôle essentiel pour que l'alternance et l'apprentissage continuent de se consolider et qu'on développe l'alternance et l'apprentissage dans tous les secteurs, toutes les filières à commencer par les filières d'excellence, mais nous n'avons que partiellement réussi la grande transformation de notre formation professionnelle. Nous avons commencé à clarifier le cadre de financement. Nous avons séparé le financement des formations et nous avons commencé, si je puis dire, cette scission qui nous a permis de sortir d'un système largement incestueux et inefficace où le formateur était en même temps celui qui touchait les financements et qui a agréé le système. On a commencé à mettre de la visibilité dans celui-ci, de la transparence. Néanmoins, là aussi, j'essaie d'être lucide sur moi-même, autant que possible.

Nous ne sommes qu'à mi gué et notre politique de formation continue et de formation professionnelle doit encore aller beaucoup plus loin. Les universités, l'ensemble d'ailleurs du monde de l'enseignement supérieur, pas que l'université, les écoles d'ingénieurs, les écoles de commerce, l'ensemble de l'enseignement supérieur a un rôle clé, beaucoup plus important qu'aujourd'hui, à jouer en la matière. Un rôle d'ailleurs qui permettra d'améliorer le fonctionnement et le financement de nos universités car toutes ces formations sont des formations, on le sait, qui sont rémunérées par des financements du monde professionnel, de nos entreprises, des abondements aussi publics. Mais en ouvrant toujours plus leurs portes aux professionnels qui veulent se spécialiser ou se reconverter, en nous inspirant de ce qui commence à être fait et de ce qui est parfois fait beaucoup plus dans certains pays où il est courant de terminer une licence, de vivre une première carrière, d'affiner son projet professionnel et de revenir compléter sa formation à l'université. Nous devons adapter notre modèle à des carrières, des vies où nous allons nous former tout au long de notre existence, car nous vivons plus longtemps dans un monde qui change plus vite et où le rapport au travail est en plein bouleversement. Nous vivons dans un monde où faire une carrière dans un même métier va devenir de plus en plus rare. Et donc, oui, nous vivons dans un monde où en permanence, nous allons devoir nous reformer. Nous devons pouvoir nous reformer en nous requalifiant profondément et donc avoir accès aux meilleures formations, c'est-à-dire à celles qu'on prodigue à l'université, et donc c'est pour ça que j'ai insisté sur l'importance aussi de ces filières courtes professionnalisantes, parce que ce ne sont pas simplement celles qu'on va prodiguer pour nos jeunes en pensant une forme de gestion prévisionnelle des besoins de compétences et des carrières pour la nation mais on va aussi avoir besoin de reformer des trentenaires, des quadragénaires, des quinquagénaires pour leur deuxième partie de carrière et les universités ont un rôle essentiel dans cette formation continue de la nation. Nos citoyens en ont besoin, notre économie en a besoin. Je crois que c'est au cœur des grandes transformations du monde, qu'elles soient, si je puis dire, démographiques, mais aussi dans l'organisation de nos sociétés.

A côté de vos missions cardinales qui consistent à produire et propager la connaissance, à former les citoyens pleinement épanouis intellectuellement et pleinement insérés professionnellement, il vous incombe aussi une autre mission de plus en plus forte à l'égard des étudiants et je sais combien vous y êtes attachés, car la crise nous a montré à quel point la vie de nos étudiants, leurs liens affectifs, leur équilibre psychologique se construisait dans vos campus et sur les sites universitaires. Le quotidien de ces jeunes adultes, au-delà des études passe par les rencontres humaines, sportives, culturelles au sein d'un espace qui est pour eux tout à la fois un lieu de travail, d'échanges, d'orientation, d'information. Aussi d'ailleurs sur leurs possibilités de logement, d'accompagnement dans la vie et de perspectives de carrière. Alors, à l'instar des meilleurs campus du monde, nous devons offrir à nos jeunes un haut niveau de formation, mais aussi des expériences de vie étudiante épanouissantes. Nos étudiants sont des citoyens du monde qui ont fait le choix de l'université pour son enseignement modulaire, décloisonné, mais aussi pour les opportunités qu'elle offre à la lumière de leurs projets de vie, de carrière ou d'engagement. J'en suis convaincu, nous devons aller vers un système qui valorise davantage encore les stages, les engagements associatifs, l'entrepreneuriat, les séjours à l'étranger, toutes les expériences formatrices sur le site universitaire, le campus mais en ce qu'elles permettent aussi des allers-retours à l'étranger ou vers d'autres lieux. Là encore, nous devons changer d'approche et donner aux

universités qui le souhaitent les possibilités de contribuer davantage au développement de la vie étudiante en leur ouvrant de nouvelles compétences. C'est là aussi un levier puissant pour que nos universités soient plus attractives et que nos jeunes n'aient pas seulement la tête bien faite mais des vies bien pleines, pleines de rencontres, d'échanges, d'expériences de vie démocratique, sociale, culturelle.

Pour aider nos étudiants à réussir, il nous faudra aussi, une fois l'urgence passée, reprendre de fond en comble le chantier du soutien aux étudiants qu'il s'agisse de bourses, de logement, des possibilités d'emplois compatibles avec des études réussies. Et donc, ce sujet de la vie étudiante, pour moi, est un chantier essentiel pour penser nos universités et la vie étudiante à l'horizon de 2030.

Enfin, je souhaite continuer à viser plus d'excellence pour nos universités. Pour redonner de la visibilité et de la vigueur à nos établissements à l'international, nous avons d'ores et déjà construit de grands établissements mondialement reconnus. Il nous faut poursuivre cette restructuration des pôles universitaires français 10 ans après les IDEX qui y ont largement contribué. Mais gardons-nous aussi des dangers d'une culture excessive au fond du résultat trop mesurable et de la norme. L'excellence, vous l'avez rappelé et je le partage, elle prend des formes multiples, qu'il nous faut cultiver par la diversité et la complémentarité de nos universités ancrées dans leur territoire. Il y a place à côté des grandes universités de recherche, pour des universités de proximité et nous sommes en train de bâtir un modèle très pluriel. Mais je pense qu'il y a de nombreux avantages et compte tenu ce que je viens de dire en matière d'importance de formation, mais y compris pour des éléments de recherche, qu'elle soit d'ailleurs fondamentale ou appliquée, montre la force de la pluralité du modèle français. En effet, cette quête d'excellence doit aller de pair avec, au fond, une autonomisation et une responsabilisation de nos universités. Vous avez, je dois dire, je vous écoutais tout à l'heure exactement décrit ce en quoi je crois. Nous sommes à mi gué de l'autonomie des universités. Et donc, maintenant, nous avons commencé à bâtir tous les fondements pour aller plus loin. Oui, nous devons aller vers plus d'autonomie en termes d'organisation, de financement, de ressources humaines. L'autonomie académique, elle, elle est bien là et elle s'est consolidée largement, mais sur tous les autres domaines et à côté de cette autonomie d'une responsabilité. Car comme vous, je crois que l'autonomie sans responsabilité, ce n'est pas la vraie autonomie. Nous devons mener à son terme la logique d'autonomisation commencée il y a un peu plus de 10 ans, et cette autonomie est celle qui permettra à chaque université d'exprimer précisément sa différence, de se développer selon son histoire, son identité, ses ambitions propres, ses projets pédagogiques et stratégiques. C'est cette diversité d'établissements qui fera la richesse et la force de notre enseignement supérieur.

Mais cette autonomie, soyons clairs et sincères entre nous doit aussi être synonyme d'une gouvernance renforcée de nos universités dans laquelle les équipes présidentielles pourront définir et incarner pleinement leur projet. Et l'autonomie, elle doit aller avec la responsabilité, avec des équipes présidentielles qui sont portées, qui portent un projet clair, mais qui ont la possibilité de le mettre en œuvre une fois qu'elles sont élues et qu'elles sont aux manettes. Et ça ne peut pas aller avec des systèmes de gouvernance qui, il faut bien le dire par tradition, ont eu dans beaucoup de situations pour conséquence d'impuiser trop souvent les équipes face aux défis qui leur étaient posés. Notre système est très hypocrite – autonomie à moitié, on continue de contrôler ; ceux qui réussissent, on les aide un peu plus, ceux qui ne réussissent pas, on les compense. Et puis autonomie, mais au fond, même localement, on donne des responsabilités, mais on bloque ceux qui sont élus par nous-mêmes.

Soyons honnêtes, si nous voulons l'autonomie complète avec la responsabilité, on devra aller vers une clarification de la gouvernance. Notre gouvernance aujourd'hui n'est pas celle qui permet de répondre à la compétition internationale. Et donc, si nous voulons garder notre modèle pluriel auquel je tiens comme vous, garder l'universalité du modèle et retrouver l'avant-garde, oui, nous devons avoir l'honnêteté de mener toutes ces réformes, toutes ces réformes ensemble, avec de vrais contrats, de vraies évaluations et une vraie responsabilité qui va avec ces contrats. C'est aussi nécessaire pour permettre à nos universités d'être non seulement des lieux de recherche, mais aussi de vrais viviers d'innovation et ce terreau que vous avez évoqué pour nos startups. La prochaine floraison de startups doit venir de nos universités et de nos organismes de recherche. Les campus doivent devenir des lieux d'innovation en lien constant, étroit avec les acteurs économiques. Pour que chaque chercheur puisse, s'il le souhaite, créer ou contribuer à des entreprises dans les conditions les plus simples, les plus claires, et les plus fluides possibles. Beaucoup de lois, depuis les lois de 98 ont permis d'améliorer le système, on doit maintenant le faire vivre partout avec beaucoup plus de force.

Pour cela, il nous faudra bâtir plus de ponts entre les universités et les organismes de recherche afin de disposer d'un système efficace, reconnu et toujours plus attractif à l'international. C'est exactement aussi ce que vous avez dit, président. Dans le contexte d'accélération technologique que nous connaissons, il faudra encore que nous renforçons la capacité de nos grands organismes à jouer un rôle d'agences de moyens pour investir, porter des programmes de recherche ambitieux. Oui, je pense qu'il faut qu'on aille vers cette clarification, entre des agences de moyens avec les meilleurs chercheurs associant d'ailleurs la communauté des chercheurs dans toutes les disciplines ou dans des approches interdisciplinaires et des jury internationaux permettant de sélectionner les meilleurs projets de recherche fondamentale ou finalisés, qui allouent les moyens de la nation de manière indépendante et pertinente. Et à côté de ça, les équipes, on le sait bien, doivent avoir le plus de synergie possible sur le terrain et nous devons aussi réussir à redéployer les va et vient entre les travaux de recherche et les travaux d'enseignement et leur mariage tout au long de la vie selon les disciplines, avec des

logiques dans le cycle de vie qui sont d'ailleurs bien différentes selon qu'on est mathématicien, mathématicienne, historien, historienne ou médecin. Entre le temps qu'on consacre à la recherche et l'enseignement, simplement, notre système a rigidifié une organisation où on faisait comme si une étanchéité était parfaite pour toutes les disciplines, quelles qu'elles soient. Ayons aussi l'honnêteté de revisiter ces sujets dont nous savons tous et toutes qu'ils sont sans doute un peu caducs quand bien même, ils eussent été un jour d'actualité.

Enfin, j'en terminerai là, à l'aube de la présidence française de l'Union européenne, je veux partager avec vous nos ambitions pour l'enseignement supérieur et la recherche en Europe. Ce moment si important pour la France, vous l'avez préparé avec attention et dynamisme et je vous en remercie, en particulier parce que vous vous êtes impliqué sur ce formidable projet des universités européennes. En septembre 2017, j'étais dans ce grand amphithéâtre proposant cette idée qui paraissait un peu folle. Beaucoup de commentateurs fatigués disaient : « Ça ne marchera jamais, c'est une idée française ». Eh bien, les universités ont fait mentir les commentateurs, j'en suis extraordinairement fier au premier chef.

Nous avons doublé l'objectif fixé, qui était d'en construire au moins une vingtaine d'ici 2024, puisque 41 alliances sont aujourd'hui constituées. Il n'y a pas moins de 32 établissements français y sont impliqués. Ce qui dit beaucoup de vos efforts et du succès qui les couronne. Mais il nous faut continuer d'élargir, d'approfondir encore ces coopérations universitaires pour leur permettre d'attirer les meilleurs talents du monde entier en Europe. Et nous devons consolider ces avancées de la façon la plus concrète, la plus mesurable grâce à des projets, comme le diplôme européen. Une proposition que vous avez portée et que je soutiens pleinement et pour laquelle nous avons besoin déjà d'une pleine reconnaissance européenne des diplômes universitaires, c'est la première étape indispensable et nous savons qu'il y a encore du travail à faire sur ce chemin. Nous serons pleinement mobilisés pour aller dans cette direction et reprendre cette proposition forte.

Nous devons également poursuivre les coopérations que l'Europe a su forger avec l'Union africaine, avec l'ambition de faire grandir et rayonner davantage le campus universitaire où les formations sont coconstruites entre les deux continents, à l'instar de ce que nous avons fait avec le campus franco-sénégalais il y a maintenant un peu plus de trois ans et demi. Et c'est-ce que nous allons porter dans le cadre de la présidence française lors du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne à la fin du mois de février prochain.

La présidence française de l'Union européenne doit être un moment fort pour faire progresser l'Europe, pour expliquer à tous nos concitoyens, à tous nos acteurs économiques, à toutes nos universités et à tous nos étudiants que nous avons ce besoin d'Europe.

Nous avons besoin d'Europe parce que l'Europe est la concorde, l'ouverture, la diversité culturelle, le respect des autres, cette capacité au compromis, aux valeurs partagées. Dans quelques jours, nous fêterons l'anniversaire d'Erasmus et nous devons encore et toujours inciter nos jeunes à vivre l'une des plus belles expériences européennes qui soit, celle de la rencontre, de la découverte et de l'apprentissage des savoirs. Mais l'Europe doit également devenir le lieu où nous construisons notre indépendance stratégique, technologique, industrielle via des programmes massifs de recherche. Et avec l'European Research Council et l'European Innovation Council qui structurent ces approches, j'ai évoqué tout à l'heure les starting ERC, nous avons besoin de continuer à avancer. C'est pour cela que nous avons soutenu une hausse du budget Erasmus de plus de 80% pour 2021-2027 par rapport au programme précédent ainsi qu'une augmentation de 20% du budget Horizon Europe. C'est pour cela que nous avons proposé la construction d'une agence européenne d'innovation de rupture que l'EIC a incarné. Toutes ces initiatives, nous continuerons à les porter et dans le cadre de la présidence française, au printemps prochain, nous rassemblerons en France l'ensemble des alliances universitaires européennes qui se sont constituées, et je souhaite que France Universités puisse y avoir un rôle, si je puis dire, promoteur et que vous puissiez préparer ce rendez-vous, pour faire le point sur ce que nous avons fait, mais surtout sur les transformations à 10 ans que nous devons conduire dans nos programmes européens pour mieux accompagner nos jeunes et nos programmes de recherche.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quelques-unes des convictions et perspectives pour l'enseignement supérieur et la recherche française que je voulais partager avec vous. Nos universités, nos centres de recherche, nos organismes de recherche ont une place évidemment essentielle dans ce projet, que nous devons, alors même que la crise est toujours là, préparer avec force. Ce sont des milliards d'euros, des millions d'étudiants, des dizaines de milliers de doctorants. Je ne veux pas ici égrener les chiffres que vous connaissez parfaitement. Mais derrière, c'est ce rôle essentiel d'université-monde que vous portez. Nos universités, elles font vivre le cœur battant de nos villes, de nos métropoles françaises, de nos villes moyennes parfois aussi, et nous avons eu à cœur de développer d'ailleurs partout sur le territoire français, hexagonal ou ultramarin, ce rôle important de nos universités qui structure la présence de nos jeunes partout sur le territoire. Elles font aussi vibrer le monde et le rapport à la connaissance et aux échanges partout sur le sol français. Et dans un moment où le doute, parfois, s'installe, où la crise a révélé pleinement les solitudes qu'il y a aussi dans nos sociétés et un ébranlement des consciences, les universités représentent une capacité de vies partagées, d'échanges, de construction de la connaissance par à la fois l'acquisition de savoirs, mais aussi le débat permanent, la controverse organisée, ce cheminement inédit que l'humanité a construit, qui est celui de l'acquisition du savoir et de la recherche, est un trésor inestimable.

Et donc pour toutes ces raisons, je veux dire combien être à vos côtés aujourd'hui est aussi pour moi non seulement une marque de confiance, mais une volonté de vous dire que la France continuera de jouer son rôle de résistance en défense de l'esprit de connaissance, de recherche, d'un enseignement libre et d'une recherche libre. Parce que je crois que c'est la seule manière de continuer à véritablement conquérir le monde, c'est-à-dire à inventer des possibles nouveaux dans une humanité en paix. Les autres voies, nous les connaissons. Ce sont les obscurantismes, les totalitarismes, les nationalismes appuyés sur la discorde. Celles de l'enseignement libre, de la connaissance ouverte, d'universités fortes, ce sont celles de la Renaissance, des Lumières, de la République. C'est, je crois, très profondément cette voie que la France a toujours conduite et qui vous a portés, qui nous a portés.

Merci d'être là, merci de continuer à œuvrer.

Vive les universités françaises, vive la République et vive la France !